

La CEDEAO mise sur une politique hydraulique communautaire

Dossier de la rédaction de H2o
July 2017

Le centre de coordination des ressources en eau de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CCRE-CEDEAO) veut avoir une politique commune de gestion des ressources en eau dans l'espace régional. Il veut ainsi faire des organismes de bassins frontaliers de véritables cadres appropriés. L'adoption d'une politique commune de gestion des ressources en eau de l'espace régional permettra une meilleure gouvernance des ressources en eau partagée en Afrique de l'Ouest.

Plusieurs organismes de bassins frontaliers sont présents en Afrique de l'Ouest, à savoir l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) et l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG), et la Mano River Union. Des organismes qui, selon Mahamane Doudou Touré, chargé des programmes régionaux en eau de la CEDEAO, continuent à apporter une contribution très positive au développement de la gestion intégrée des ressources en eau dans l'espace régional. D'où leur implication souhaitée dans cette politique hydraulique communautaire. Dans ce cadre, le CCRE-CEDEAO compte renforcer son soutien aux organismes de bassins frontaliers en les appuyant techniquement. Cette structure a organisé, le 8 juin 2017, un atelier suite à une étude sur le rôle des organismes de bassins frontaliers dans le processus régional de gestion intégrée des ressources en eau de l'Afrique de l'Ouest. Avec une grande expérience et un grand engagement dans ces organismes de bassins frontaliers, le Sénégal, de l'avis du secrétaire d'État à l'Hydraulique rurale, Diène Faye, compte accompagner ce processus. "Le Sénégal, depuis l'Organisation des États riverains du fleuve Sénégal, ancêtre de l'OMVS, s'est toujours battu dans le cadre de ces organismes de bassins frontaliers", a-t-il rappelé.

Cet atelier vient après celui organisé, au mois de mai dernier, sur l'élaboration d'un atlas de l'eau du massif du Fouta-Djalou. Mahamane Doudou Touré avait annoncé, à cet effet, un plan quinquennal d'investissement pour préserver le massif du Fouta-Djalou. Source de plusieurs cours d'eaux d'Afrique de l'Ouest, ce massif est dans une situation de dégradation très avancée.

Oumar Ndiaye, Le Soleil (Dakar) - À l'Afrique